

GUILLAUME LAMY (DIR.), *C'est faux. 50 idées déconstruites par des spécialistes*, Sillery, Septentrion, 2012, 295 pages

Josée Lacourse

Volume 7, numéro 2, printemps 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68733ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lacourse, J. (2013). Compte rendu de [GUILLAUME LAMY (DIR.), *C'est faux. 50 idées déconstruites par des spécialistes*, Sillery, Septentrion, 2012, 295 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(2), 17-17.

suite de la page 16

rouges. Il ne se penche pas sur la difficulté qu'il a connue à conclure sa lutte pour se projeter dans une autre arène, électorale celle-là (reconnaissons cependant que la date de tombée de l'ouvrage ne permettait pas de se pencher là-dessus...). Il tait l'incapacité du mouvement syndical à établir une jonction conséquente et approfondie avec le mouvement **étudiant** (le phénomène n'est pas nouveau). Il n'examine pas les formes prises par le conflit dans les autres régions que Montréal, ce qui accrédite malheureusement la thèse du caractère montréalais-centriste du mouvement. Enfin, il évacue complètement, ou presque, la question nationale.

Presque entièrement, car l'entrée «gauche» aborde le sujet, pour dire justement que ce conflit est parvenu à se dérouler en faisant abstraction de la question du Québec – transcendée, dit-on, par le clivage gauche/droite. Si cela est vrai en surface, il demeure que le Québec est le seul endroit en Amérique du Nord où, ces dernières décennies, un mouvement étudiant de cette ampleur s'est produit et a su fédérer une telle somme de forces de protestation sociale. Peut-on croire que le caractère unique (à l'échelle du continent) de cette société francophone, ainsi que le rôle crucial qu'elle accorde à son État national comme vecteur de son émancipation, soient totalement étrangers à cette révolte étudiante? D'autres auteurs chercheront peut-être un jour à répondre à cette question... ❖

**GUILLAUME LAMY (DIR.)  
C'EST FAUX. 50 IDÉES DÉCONSTRUITES  
PAR DES SPÉCIALISTES**  
Sillery, Septentrion, 2012, 295 pages

Comme le titre l'indique, cet ouvrage se propose d'infirmier certaines idées reçues, largement véhiculées par les médias et souvent considérées comme des évidences par une part importante de la population. Malheureusement, l'ouvrage n'est pas toujours à la hauteur de ses bonnes intentions. Cela tient-il à la proposition elle-même? Au choix des collaborateurs? Aux questions abordées? À toutes ces questions, on peut répondre que là n'est pas le cœur du problème. En fait, le problème réside plutôt dans l'état des connaissances en sciences sociales, car les idées critiquées – que certains auteurs n'hésitent pas à qualifier de mythes – constituent des objets d'étude de ces disciplines. On ne surprendra personne en soulignant que l'avancement des connaissances varie selon les disciplines et même assez souvent en fonction des champs d'une même discipline. Les écoles de pensée sont diverses et la démarche scientifique et ses présupposés épistémologiques sont également diversement compris. Bref, ce qui pose problème en sciences sociales, c'est le cumul des connaissances puisque les résultats des analyses ne sont souvent pas exempts de présupposés idéologiques. Aussi avant d'affirmer qu'une proposition est fautive, il faudrait faire état des connaissances telles qu'établies par les différentes écoles de pensée concernées par le sujet abordé, plutôt que d'affirmer d'emblée des vérités ou des faussetés (ce qui n'est d'ailleurs pas du domaine de la science qui se préoccupe plutôt du vrai et du faux).

De ce qui précède, on peut donc déduire que le point de vue défendu par les différents collaborateurs se situe dans une école de pensée qui peut être majoritaire au sein de sa discipline – ce qui facilite définitivement un positionnement institutionnel avantageux – mais ne garantit pas son caractère scientifique et par conséquent, son caractère vrai. C'est pourquoi dans un ouvrage du genre, il faudrait faire état des différentes approches existantes au sein de la discipline plutôt qu'en privilégier une seule. Et même alors, le résultat de la discussion ne permettrait pas nécessairement d'infirmier ou de confirmer une idée, tout dépendant du statut du savoir disciplinaire. Il importe d'insister sur cette état de fait, car de nos jours, on présente trop souvent comme scientifique, un discours qui est en fait idéologique.

Cela dit, certains des chapitres demeurent plus instructifs que d'autres compte tenu de la nature du sujet abordé. C'est le cas du chapitre consacré à la démographie, présenté par Guillaume Marois et Benoit Dubreuil, qui y discutent, entre autre chose, du vieillissement de la société québécoise et du peu d'incidence de l'immigration sur un éventuel rajeunissement de celle-ci. Le propos est clair, les indicateurs utilisés clairement définis qui sont étayés à partir de comparaison avec d'autres sociétés. Le chapitre consacré à la prostitution, proposé par Richard Poulin qui étudie le sujet depuis de nombreuses années, porte à la réflexion même si les standards de la démarche scientifique sont appliqués ici de façon particulière. L'auteur prend ouvertement partie contre la légalisation de la prostitution qu'il considère comme une exploitation éhontée et une domination le plus souvent brutale de personnes dont le statut social est précaire. M. Poulin fait peu état de recherches soutenant le point de vue adverse, cela dit, les renseignements qu'il nous présente, proviennent de plusieurs recherches, les siennes mais



aussi celles de d'autres chercheurs, lesquelles permettent de comparer diverses approches de la prostitution mises de l'avant dans différents pays. Les conditions d'existence qui nous sont ici décrites, sont plus que problématiques.

Les chapitres sur le terrorisme (Pierre-Alain Clément) et sur le Moyen Orient (Joan Deas) sont intéressants quoiqu'ils n'épuisent pas le sujet. Chaque auteur discute des autres points de vue pour les réfuter ou pour, le plus souvent, les nuancer. Du coup, on en sort avec une connaissance de base du terrorisme qui permet d'appréhender les discours politiques sur le sujet d'une manière plus critique. On aura également une idée plus nuancée du rôle des femmes dans l'action politique au sein des différentes sociétés du Moyen Orient.

Le chapitre portant sur le quotient intellectuel et l'intelligence humaine est écrit par Serge Larivée. Celui-ci veut nous convaincre que la mesure du quotient intellectuel est le meilleur instrument de prédiction de la réussite scolaire et du rendement au travail et qu'il ne défavorise pas systématiquement les membres de certaines classes sociales ou de groupes ethniques. Toujours selon l'auteur, cet outil de mesure établit naturellement des différences entre les personnes, mais ces différences traduisent des aptitudes différentes qui s'expliquent par l'interaction de la génétique et de l'environnement. Nulle mention d'autres écoles pour lesquelles la mesure du quotient intellectuel est nettement moins intéressante que l'observation des sujets à travers un ensemble d'activités. Nulle interrogation sur le caractère normatif de l'instrument de mesure et sur la sélection sociale qu'il favorise.

Finalement, les chapitres discutant de phénomènes économiques sont problématiques. Le chapitre portant sur la mondialisation proposé par Stéphane Paquin a ceci d'intéressant qu'il compare et parfois confronte les points de vue de la gauche et de la droite sur la question. Par contre, l'auteur ne justifie jamais les périodes choisies pour les comparaisons des statistiques colligées dans différents pays et qui ont une incidence sur les résultats d'analyse. De même, il n'examine pas la construction des données statistiques qu'il se contente d'utiliser, se fiant sans doute à la réputation des organismes qui les proposent. Comme scientifique, on a vu mieux. Enfin le chapitre consacré à l'économie, la fiscalité et les finances publiques présenté par MM. Pierre Fortin et Luc Godbout emporte la palme! Faut-il aller plus loin dans le commentaire, une fois qu'on a constaté que les auteurs ne citent aucune autre référence que leurs propres travaux? Gageons que le chapitre aurait identifié des «mythes» bien différents s'il avait été rédigé par des économistes hétérodoxes ou des chercheurs de l'IREC et de l'IRIS!

J.L.